



HAL
open science

**Note de Lecture. Roberto Garvia, Organizing the Blind.
The Case of ONCE in Spain, Routledge, Taylor and
Francis Group, London and New York, 2019**

Gildas Brégain

► **To cite this version:**

Gildas Brégain. Note de Lecture. Roberto Garvia, Organizing the Blind. The Case of ONCE in Spain, Routledge, Taylor and Francis Group, London and New York, 2019. *Traverse. Revue d'Histoire/Zeitschrift für Geschichte*, 2021. halshs-03485121

HAL Id: halshs-03485121

<https://shs.hal.science/halshs-03485121v1>

Submitted on 17 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Note de Lecture

Roberto Garvia, *Organizing the Blind. The Case of ONCE in Spain*, Routledge, Taylor and Francis Group, London and New York, 2019.

Roberto Garvia publie ici un livre intéressant, synthèse et réactualisation d'un ouvrage tiré de sa thèse de doctorat (*En el país de los ciegos*) publié en espagnol dès 1997. Aujourd'hui Professeur de sociologie à l'Université Carlos III de Madrid, Roberto Garvia éclaire dans ce livre court (120 pages) l'un des aspects fondamentaux des politiques du handicap en Espagne : la persistance historique d'une politique spécifique de traitement social des aveugles, gérée par l'Organisation nationale des aveugles espagnols (ONCE) et qui se distingue par la possibilité d'émettre et de vendre des billets de loterie depuis 1938. La ONCE constitue aujourd'hui un employeur considérable (45000 employés), un des acteurs centraux de la politique nationale du handicap, et un empire financier.

L'auteur contextualise bien la genèse de la ONCE et son choix initial de recourir à la loterie, en l'inscrivant dans le paysage institutionnel et associatif antérieur. Il évoque ainsi l'existence de multiples loteries locales dirigées par des associations d'aveugles, les diverses revendications politiques émises par les principales associations d'aveugles pendant la période républicaine, ainsi que l'action défailante des organismes administratifs (*Patronatos*) successifs qui prennent en charge la question des aveugles. Cette défaillance amène un certain nombre d'aveugles à considérer que le *Patronato* ne sera jamais apte à résoudre leurs problèmes, et que les ateliers professionnels ne constituent pas la solution miracle, car il est difficile de vendre les produits fabriqués par les aveugles.

Dans cet ouvrage bien structuré, l'auteur réalise une bonne analyse de l'histoire institutionnelle de la ONCE, en montrant que sa création, conjuguant monopole sur l'associationisme des aveugles et financement fondé sur la loterie, s'insère parfaitement dans le design institutionnel franquiste et son ambition de promouvoir le corporatisme. L'auteur détaille ainsi les changements d'objectifs prioritaires : les premiers dirigeants de la ONCE perçoivent la vente des billets de loterie comme transitoire (p. 30), l'assimilant à une forme de mendicité. Ils ont pour objectif d'utiliser les ressources de la loterie pour créer des écoles, des usines et des centres de formations professionnelles, afin de faciliter l'insertion des aveugles dans des activités industrielles et productives. Or, la ONCE parvient à créer au cours des années 1940 et 1950 quelques usines et centres de formation professionnelle, mais seule une petite minorité d'aveugles parvient à travailler dans ces usines, qui ferment d'ailleurs à la fin des années 1960. Face à l'absence d'autres débouchés professionnels, la ONCE choisit d'encourager ses adhérents à se consacrer à la vente de billets, d'autant que les ressources générées par la loterie lui permettent de financer les prestations sociales distribuées aux adhérents (maternité, décès, retraites). Dès la fin des années 1940, la ONCE décide d'investir massivement dans les prestations sociales au lieu d'orienter les investissements vers la formation professionnelle et les usines. Au cours des années 1960, le nouveau président, Ignacio Satrustegui, adopte un nouveau plan d'action pour l'emploi qualifié : il fonde plusieurs écoles de formation (physiothérapie, opérateur téléphonique, métiers industriels). Mais ces initiatives aboutissent à des résultats mitigés, car seules quelques dizaines de personnes formées obtiennent des emplois à l'extérieur de la ONCE. De ce fait, la vente des billets de loterie devient au fil des décennies l'orientation professionnelle privilégiée ou contrainte d'une

majorité d'aveugles en Espagne jusqu'à la fin des années 1990. Et ce, alors que cette activité professionnelle majoritaire nuit à la représentation sociale des aveugles comme des citoyens ordinaires, confortant les préjugés sur leur absence de capacités professionnelles.

L'auteur s'intéresse dans l'ensemble de l'ouvrage aux facteurs externes et internes à l'association qui expliquent à la fois la survie institutionnelle de la ONCE, et le maintien du recours à la vente de billets de loterie. Pour ce faire, il analyse les relations complexes et tendues de la ONCE avec plusieurs ministères (intérieur, économie, travail) qui tentent à tour de rôle d'imposer certaines contraintes à la ONCE, ainsi que les relations complexes de la ONCE avec les associations de personnes handicapées physiques (conflits persistants jusqu'au milieu des années 1950, puis soutien conditionné à l'Association nationale des invalides civils et ensuite à la Coordination nationale des handicapés physiques (CEMFE), et conflit avec la Confédération espagnole des handicapés (CEOM)).

Lors de la transition vers la démocratie, la ONCE cherche à gagner en légitimité démocratique, en organisant régulièrement des élections internes pour élire la direction à partir de 1982. Malgré une alternance en faveur des progressistes, la ONCE poursuit l'activité de vente des billets de loterie, car les dirigeants y voient un des seuls moyens de financer les dépenses sociales qui augmentent, dans un contexte où la crise économique et les progrès techniques compliquent encore davantage le placement des aveugles dans des emplois ordinaires à l'extérieur de la ONCE. On observe alors un véritable changement de culture organisationnelle, la direction promouvant désormais la vente de billets de loterie comme un travail aussi digne et respectable qu'un autre. En 1984, la mise en place d'une nouvelle loterie génère des revenus considérables pour les vendeurs aveugles, ce qui accroît l'attractivité de cette profession, y compris pour des aveugles diplômés sortant des écoles de formation.

L'auteur démontre que l'État a réussi à imposer des contraintes importantes à la ONCE au cours des années 1980 et 1990, afin de réguler son expansion commerciale, rationaliser ses investissements, et obtenir un partage des bénéfices au profit des autres catégories de personnes handicapées. En échange de l'extinction définitive de la loterie PRODIÉCU qui fait travailler 7000 personnes handicapées physiques, la ONCE accepte d'intégrer plusieurs milliers d'entre elles dans la vente, et de créer en 1988 un fond de solidarité (la fondation ONCE) qui vise à organiser des programmes de formation professionnelle et de placement pour les autres catégories de personnes handicapées. L'État accentue sa représentation au sein des comités directeurs de la ONCE et de la Fondation ONCE, mais les aveugles conservent néanmoins la majorité des voix au sein de ces comités directeurs. Du fait de l'intervention importante de l'État, la ONCE devient « a de facto agency of the state » (p. 100) qui agit désormais pour d'autres catégories de personnes handicapées que les aveugles, tout en restant une organisation d'aveugles. En 2014, 63% de la force de vente de la ONCE était constituée par des personnes handicapées physiques.

L'analyse de l'auteur est systématiquement argumentée et généralement nuancée. Roberto Garcia évoque l'attitude intransigeante de la direction de la ONCE vis-à-vis des dirigeant-e-s invalides ; les conflits entre dirigeant-e-s conservateurs/trices et progressistes après la transition, les multiples actions radicales menées par les vendeurs et les vendeuses aveugles lors de cette période, ainsi que l'attitude capacitiste de la direction envers les personnes handicapées physiques (p. 104), en leur refusant des droits similaires aux autres vendeurs et vendeuses et membres de la ONCE (moins de tickets à vendre, lieux de vente moins réputés, absence de protection sociale). Il n'omet de mentionner ni le fait que la ONCE était perçue à la mort de Franco comme une « archetypical Francoist Institution – obsolete, archaic, authoritarian, quasi-monastic » (p. 2), ni les nombreux scandales politiques et financiers au

cours des années 1990 et 2000 qui nuisent considérablement à l'image de la ONCE. Mais l'auteur se montre tout de même très indulgent envers la direction de la ONCE. L'action de la ONCE est généralement présentée de manière positive, comme « a story of remarkable achievement » (p. 2), convergeant ainsi avec la mémoire historique promue par les anciens dirigeants de la ONCE, soucieux de préserver une certaine honorabilité institutionnelle. L'auteur oublie de documenter plusieurs responsabilités majeures des dirigeants successifs de la ONCE : le soutien à la propagande franquiste, la forte personnalisation du pouvoir et son arbitraire ; la répression politique et l'exclusion des aveugles républicain·es de toute responsabilité associative et la défense d'un monopole sur l'associationnisme des aveugles ; le maintien tardif d'un système éducatif différencié et en internat pour les enfants aveugles (alors même que la tendance internationale était à l'intégration des enfants aveugles dans les écoles ordinaires) ; l'attitude intransigeante de la direction à l'encontre des militant·es aveugles contestataires pendant la période d'ouverture démocratique (appel immédiat à la police ; sanctions financières et administratives à l'égard des manifestant·es). Ainsi, aucune mention n'est faite de Bernardo Alquegui, secrétaire du *Sindicato autónomo de trabajadores ciegos* à Madrid, qui est transféré à Bilbao et qui cesse de recevoir les coupons qu'il doit vendre après plusieurs actions radicales menées à Madrid lors de la transition.

D'autre part, il manque certains ouvrages publiés sur la ONCE après l'an 2000 (Valentin Fortun Arriezu, 2000 ; Miñana I Armadas, 2004), ce qui témoigne d'une faible réactualisation de la bibliographie. Enfin, il est étonnant que les aspects transnationaux ne soient pas analysés dans l'ouvrage, alors que la ONCE possède une forte réputation internationale, et qu'elle s'implique dans des actions de solidarité internationale. Cet oubli est regrettable, car il aurait permis de mettre en valeur la manière dont les dirigeant·es de la ONCE se sont longtemps affranchis des normes internationales, et comment est perçue l'aide internationale de la Fondation ONCE par les acteurs des pays latino-américains (souvent comme une aide économique et technique utile mais relevant d'une logique colonialiste).

Gildas Brégain (Rennes)

Pour citer cet article : Gildas Brégain, « Note de Lecture. **Roberto Garvia, *Organizing the Blind. The Case of ONCE in Spain*, Routledge, Taylor and Francis Group, London and New York, 2019** ». *Traverse. Zeitschrift für Geschichte. Revue d'Histoire*, n°3, 2021, p. 160-163.